

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Démocratie

Histoire politique d'un mot

AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE

LUX | HUMANITÉS

Extrait de la publication

DÉMOCRATIE
HISTOIRE POLITIQUE D'UN MOT

Francis Dupuis-Déri

DÉMOCRATIE

HISTOIRE POLITIQUE D'UN MOT

Aux États-Unis et en France



La collection « Humanités », dirigée par Jean-François Filion, prolonge dans le domaine des sciences l'attachement de Lux à la pensée critique et à l'histoire sociale et politique. Cette collection poursuit un projet qui a donné les meilleurs fruits des sciences humaines, celui d'aborder la pensée là où elle est vivante, dans les œuvres de la liberté et de l'esprit que sont les cultures, les civilisations et les institutions.

Dans la même collection :

- Pierre Beaucage, *Corps, cosmos et environnement chez les Nahuas de la Sierra Norte de Puebla*
- Ellen Meiksins Wood, *L'empire du capital*
- Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme*
- Ellen Meiksins Wood, *Des citoyens aux seigneurs*
- Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*
- Raymond Williams, *Culture et matérialisme*

© Lux Éditeur, 2013
www.luxediteur.com

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2013
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-89596-090-4

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

*Vous ne pouvez pas faire l'histoire
sans la participation directe du peuple
et appeler cela Démocratie.*

Philip RESNICK, *Parliament vs. People*, 1984

*Laissons le peuple croire
qu'il gouverne et il sera gouverné.
Cela ne peut échouer si ceux en
qui il croit sont crus.*

William PENN, *Some Fruits of Solitude*, 1682

*Est-ce donc le nom qu'on donne au
gouvernement qui en constitue la nature ?*

Camille DESMOULINS, *Le vieux cordelier*, n° 7, 1794

*Quand un mot est devenu si universellement
sanctifié comme l'est maintenant « démocratie »,
je commence à me demander s'il signifie quelque
chose, en signifiant trop de choses.*

T.S. ELIOT, *The Idea of a Christian Society*, 1940

INTRODUCTION

Jeux de mots et jeux de pouvoir

LE MOT « démocratie », d'origine grecque, a conservé la même définition pendant plus de deux mille ans, de la Grèce antique jusqu'au milieu du XIX^e siècle, à savoir un régime politique où le peuple se gouverne seul, sans autorité suprême qui puisse lui imposer sa volonté et le contraindre à l'obéissance. Aux yeux de l'élite politique et intellectuelle, un tel régime est une aberration ou une catastrophe politique, économique et morale, puisque le peuple serait par nature irrationnel. S'il n'est pas contrôlé par une puissance supérieure, le peuple entraînera la société dans le chaos et la violence, pour finalement instaurer une tyrannie des pauvres.

Ceux qui sont connus comme les « pères fondateurs » de la démocratie moderne aux États-Unis et en France étaient tous ouvertement antidémocrates. Les patriotes, soit les militantes et militants du mouvement pour l'indépendance en Amérique du Nord ou pour la révolution en France¹, ne prétendaient pas être démocrates, ni fonder une démocratie. Au contraire, ils affirmaient que la

1. Mary G. Dietz, « Patriotism », dans Terence Ball, James Farr et Russell L. Hanson (dir.), *Political Innovation and Conceptual Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; Philippe Bourdin,

démocratie « est un gouvernement arbitraire, tyrannique, sanglant, cruel et intolérable », selon les mots de John Adams, qui deviendra vice-président du premier président des États-Unis, George Washington, puis président lui-même². Au XVIII^e siècle, plusieurs autres politiciens d'Amérique du Nord ont évoqué les « vices » et les « folies de la démocratie³ ». Dans la France de la Révolution, des acteurs politiques d'influence ont également associé la « démocratie » à l'« anarchie » ou au « despotisme⁴ », déclarant la tenir en « horreur » car elle serait « le plus grand des fléaux⁵ ».

Si « démocratie » est d'abord un terme repoussoir, l'élite politique commence à s'en réclamer vers le milieu du XIX^e siècle, mais en lui attribuant un sens nouveau. Il ne fait plus référence au peuple assemblé pour délibérer librement, mais désigne au contraire le régime libéral électoral, jusqu'alors nommé « république ». Dans ce régime

L'Europe des « patriotes » des années 1770 à la Révolution française, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

2. Lettre de John Adams (8 août 1807), dans Charles F. Adams (dir.), *Correspondence Between John Adams and Mercy Warren*, New York, Arno Press, 1972, p. 394.

3. Max Farrand (dir.), *The Records of the Federal Convention of 1787*, vol. I, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 288 et 432.

4. Timothy Tackett, *Becoming a Revolutionary: The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture (1789-1790)*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 105.

5. Antoine Barnave, « Discours sur les conventions nationales et le pouvoir constituant », dans François Furet et Ran Halévi (dir.), *Orateurs de la Révolution française*, coll. Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1989, p. 54. Voir aussi dans cet ouvrage Emmanuel Sieyès, « Sur l'organisation du pouvoir législatif et la sanction royale », p. 1025 et 1027.

maintenant appelé démocratie, une poignée seulement de politiciens élus détiennent le pouvoir, même s'ils prétendent l'exercer au nom du peuple souverain. Déclaré souverain, ce dernier n'a plus d'agora où s'assembler pour délibérer des affaires communes.

Or comment expliquer que le régime électoral libéral soit aujourd'hui perçu comme l'ultime modèle « démocratique », alors qu'il a été fondé par des antidémocrates déclarés ? Et comment expliquer ce changement de sens vers le milieu du XIX^e siècle, à la fois concernant l'objet désigné par le mot « démocratie » (régime électoral plutôt que régime d'assemblées du peuple) et la valeur de ce mot, qui est passée de négative (un régime détestable et détesté) à positive (le meilleur des régimes politiques) ?

Pour répondre à ces questions, je m'intéresserai surtout aux individus engagés au sein de forces politiques dans des luttes pour le contrôle des institutions et des ressources, car ce sont leurs discours qui ont le plus contribué à définir le sens attribué à la démocratie. Cette approche tient pour acquis que les individus et les forces politiques choisissent des termes et les définissent en fonction de leur efficacité présumée dans un débat politique. En tant qu'armes politiques, le mot « démocratie » et ses dérivés (« démocrate », « démocratique ») influencent les réseaux d'alliance, les normes d'exclusion et d'inclusion politique, ainsi que les capacités de mobiliser des ressources matérielles (des partisans ou de l'argent, par exemple) et symboliques (sympathie, allégeance, loyauté et légitimité). En bref, il s'agit d'effectuer un travail d'interprétation politique, soit de restituer le sens qu'ont eu le mot « démocratie » et ses dérivés à des moments importants

de l'histoire, et surtout de dégager les motivations des actrices et des acteurs politiques à l'utiliser – ou non – pour servir leurs intérêts au gré des luttes politiques⁶. Pour y parvenir, une attention particulière sera portée aux pamphlets, manifestes, déclarations publiques, articles de journaux, lettres personnelles, poèmes et chansons populaires, et même les noms de journaux et d'associations politiques.

6. Les spécialistes de l'histoire des idées politiques comprendront que je m'inspire librement de trois approches, que je cherche ici à imbriquer : 1) l'approche contextualiste, dite aussi de l'École de Cambridge, développée dans les années 1970-1980 par Quentin Skinner, qui propose de replacer les idées des philosophes célèbres dans les débats et les polémiques de leur époque (voir : Quentin Skinner, *Visions of Politics*, vol. I : *Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; James Tully [dir.], *Meaning & Context : Quentin Skinner and His Critics*, Princeton, Princeton University Press, 1988). Lors de son discours de réception au Collège de France, l'historien Pierre Rosanvallon propose une approche qui ressemble fortement à celle de Q. Skinner (Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003) ; 2) l'approche dite d'histoire sociale, d'inspiration marxiste et développée par Neal et Ellen Meiksins Wood, qui interprète les idées des philosophes célèbres à la lumière des rapports de classe (Neal Wood, « The social history of political theory », *Political Theory*, vol. 6, n° 3, 1978, p. 345-367 ; Neal Wood, *Reflexions on Political Theory : A Voice of Reason from the Past*, New York, Palgrave, 2002 ; Ellen Meiksins Wood, *Des citoyens aux seigneurs. Une histoire sociale de la pensée politique de l'Antiquité au Moyen Âge*, Montréal, Lux, 2013. Voir aussi les travaux de C.B. MacPherson) ; 3) l'approche dite de l'histoire populaire, ou par le bas, qui s'intéresse aux idées et aux actions des subalternes, soit les pauvres, les femmes, les esclaves, les indigènes, etc. (voir, parmi d'autres, Peter Linebaugh et Marcus Rediker, *L'hydre aux mille têtes. L'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire*, Paris, Amsterdam, 2008 ; Patricia Hill Collins, *Black Feminist Thought : Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, New York/Londres, Routledge, 2000).

Certes, les mots ne sont pas toujours utilisés dans le but de tromper et de manipuler l'opinion publique ou des adversaires politiques, ni de séduire et de mobiliser les forces alliées. Des situations exceptionnelles, comme une guerre d'indépendance ou une révolution, encouragent à modifier le sens descriptif et normatif de mots déjà existants, ou à inventer des mots et des expressions pour clarifier la confusion conceptuelle provoquée par les conflits et les transformations politiques. Pensons ainsi aux expressions « monarchie représentative », « monarchie démocratique », « aristocratie représentative », « aristocratie élective », « aristocratie démocratique », « monarchie aristodémocratique », « ochlocratie », « polycratie », « kakistocratie », « acéphocratie » et « Mac-O'-cratie », ainsi qu'au sens nouveau attribué à « nation », ou à l'apparition de nouvelles identités politiques, comme anarchiste, socialiste ou communiste, ou encore les locofocos.

Cela dit, étudier plus spécifiquement la manière dont on utilise le mot « démocratie » lors de conflits politiques ou en relations avec d'autres notions permettra de constater que le renversement de sens a été effectué consciemment par les élites aux États-Unis vers 1830 et en France en 1848, parce que les références positives à la démocratie permettaient d'accroître leur pouvoir de séduction en période électorale. Plus tard, l'élite politique d'un pays qui n'a connu aucune révolution, comme le Canada, commencera à s'identifier à la démocratie lors de la Première Guerre mondiale, pour accroître sa capacité à mobiliser la population et ses ressources.

D'autres se sont déjà penchés sur cette curieuse histoire du mot « démocratie » en France⁷, aux États-Unis⁸ et dans une perspective plus globale⁹, mais la réflexion proposée ici reste originale dans la mesure où il s'agit d'une analyse comparative et systématique entre les États-Unis et la France, soit les deux pays généralement reconnus comme les berceaux de la démocratie moderne. De plus, trois autres cas seront abordés en conclusion, ce qui permettra de cerner des logiques politiques à la fois distinctes mais aussi similaires à celles observées aux États-Unis et en France. Il s'agit de l'Allemagne, où la « démocratie » a été imposée par des forces étrangères après une défaite militaire; du Canada, considéré comme

7. Pierre Rosanvallon, « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », dans *La pensée politique*, vol. I : *Situations de la démocratie*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1993; *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000. Voir aussi, pour la France: Hélène Desbrosses-Peloille, « Représentations de "République" et "Démocratie" », *Revue française de science politique*, vol. 34, n° 6, 1984; Raymonde Monnier, « Démocratie et Révolution française », *Mots*, n° 59, 1999.

8. Bertlinde Laniel, *Le mot « democracy » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1995; Regina Ann Markell Morantz, « "Democracy" and "Republic" in American Ideology (1787-1840) », thèse de doctorat, Columbia University, 1971; Russell L. Hanson, « Democracy », dans Terence Ball, James Farr et Russell L. Hanson (dir.), *op. cit.*

9. Jens A. Christophersen, *The Meaning of « Democracy » as Used in European Ideologies from the French to the Russian Revolution*, Oslo, Universitetsforlaget Trykningscentral, 1968; Arne Naess, Jens A. Christophersen et Kjell Kvalø, *Democracy, Ideology and Objectivity: Studies in the Semantics and Cognitive Analysis of Ideological Controversy*, Oslo/Oxford, Oslo University Press/Oxford Basil Blackwell, 1956.

démocratique même s'il est aujourd'hui encore une monarchie constitutionnelle qui n'a connu ni révolution victorieuse ni défaite militaire et du Sénégal, où la « démocratie » comme régime présidentiel est une importation de l'ancienne métropole coloniale.

Cette étude comparative confirme l'extrême malléabilité du sens politique des mots et démontre que les élites politiques ont toutes cherché à détourner à leur avantage le sens de « démocratie » pour consolider leur légitimité aux yeux du peuple et accroître leur capacité de mobilisation, et donc leur pouvoir. Cette conclusion devrait nourrir une remise en question de l'idée rassurante que nous vivons aujourd'hui en démocratie.

POUVOIR DES MOTS, MOTS DU POUVOIR

Au xx^e siècle, de très nombreux essayistes et théoriciens ont réfléchi au sens politique des mots et ont proposé des modèles d'analyse pour comprendre leur influence dans les luttes¹⁰. L'analyse du langage et de son pouvoir a pris une grande importance non seulement en philosophie,

10. Entre autres : John L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 ; Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982 ; Murray Edelman, *Political Language : Words that Succeed and Politics that Fail*, New York, Academic Press, 1977 ; Noam Chomsky, *Language and Politics*, Montréal, Black Rose Books, 1988 ; Jacques Guilhaumou, « L'histoire des concepts. Le contexte historique en débat (note critique) », *Annales*, vol. 56, n° 3, 2001 ; George Orwell, « La politique et la langue anglaise », dans *Essais, articles, lettres*, vol. IV (1945-1950), Paris, Ivrea/Encyclopédie des nuisances, 2001 ; David Green, *The Language of Politics in America*, Ithaca, Cornell University Press, 1987 (surtout le premier chapitre).

en sociologie et en science politique, mais également en politique active et dans le domaine commercial. Des spécialistes en marchandisation de produits – politiques, culturels, etc. – ont développé des techniques de plus en plus sophistiquées pour influencer la consommatrice et le consommateur (y compris l'électrice et l'électeur) grâce à un vocabulaire choisi avec soin¹¹.

Dans le cas du terme « démocratie » et de ses dérivés, il s'agit d'*étiquettes*, c'est-à-dire de mots accolés à un individu, un groupe politique, un mouvement social, une institution ou un régime pour en préciser publiquement la nature. Étiqueter permet aussi d'exprimer une évaluation normative, soit distinguer entre le bon et le mauvais, le juste et l'injuste, le légitime et l'illégitime. En principe, chaque étiquette évoque un ensemble de valeurs, d'attitudes et d'éventuelles décisions et actions politiques, voire d'institutions. Conséquemment, chaque étiquette a un pouvoir de *distinction*, c'est-à-dire qu'elle permet de marquer des différences entre les forces qui évoluent et qui sont en compétition dans le champ politique, même s'il peut évidemment y avoir une grande différence entre l'étiquette affichée publiquement et l'identité politique. L'étiquette peut être un élément déterminant des critères de pureté politique en influençant des jeux d'inclusion et d'exclusion, d'alliance et de rivalité. Un acteur politique peut aussi se faire imposer par ses adversaires une étiquette qui évoque des valeurs négatives, ce qui limitera ses possibilités d'action, de mobilisation et d'alliance. Plus

11. Voir Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris/Montréal, La Découverte/Lux, 2007/2008.

qu'un simple détail ou qu'une coquetterie, l'étiquette politique influence donc les rapports de force.

L'Institute for Propaganda Analysis (IPA) rappelait dans les années 1930, aux États-Unis, que des mots vagues mais séduisants sont utilisés par le propagandiste pour nommer son projet : « Ces mots [liberté, démocratie, etc.] évoquent des idéaux lumineux [...] et en associant à ces mots sa propre personne, son groupe, sa nation, ses politiques, ses pratiques, ses croyances, il cherche à nous gagner à sa cause¹². » Au contraire, une étiquette négative aura une influence considérable sur le comportement et la pensée de quiconque interagit avec la personne étiquetée comme « déviante », voire sur la perception que la personne « déviante » aura d'elle-même. Ici, l'étiquetage négatif en politique fonctionne un peu comme l'étiquetage légal ou médical de la déviance, analysé par les sociopsychologues¹³. Nul besoin qu'une autorité officielle (juge ou psychiatre) impose une étiquette pour qu'elle ait un impact. Il suffit qu'un groupe qualifie une personne

12. Institute for Propaganda Analysis, « How to Detect Propaganda » (1937), dans Robert Jackall (dir.), *Propaganda*, New York, New York University Press, 1995, p. 219.

13. Je m'inspire ici de Howard S. Becker, « La théorie de l'étiquetage. Une vue rétrospective », dans *Outsiders. Études de la sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 ; W.R. Gove, « The Labelling Perspective: An Overview », dans W.R. Gove (dir.), *The Labelling of Deviance: Evaluating a perspective*, New York/Londres, Sage Publications, 1975 ; Jane Jenson, « What's in a Name? Nationalist Movements and Public Discourse », dans H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1995 ; P.G. Schervish, « The Labelling Perspective: Its Bias and Potential in the Study of Political Deviance », *The American Sociologist*, vol. 8, n° 2, 1973.

d'« homosexuelle », de « juive » ou de « droguée », et voilà le tissu de relations sociales qui se modifie. En politique, la pratique de l'étiquetage négatif a aussi été soulignée par l'IPA, qui constatait que le propagandiste attribue ainsi « des *mauvais noms* à ces individus, groupes, nations, races, politiques, pratiques, croyances et idéaux qu'il veut que nous condamnions et rejetions ». L'étiquetage négatif est un procédé « qui nous fait former un jugement sans examiner la preuve sur laquelle il devrait être fondé¹⁴ ». En politique, le sens positif ou négatif des étiquettes dépend aussi des relations qu'elles entretiennent avec d'autres étiquettes. Le sens associé à « démocrate », par exemple, est influencé par celui d'autres termes, comme « monarchiste », « aristocrate », « républicain », etc.

Le code de l'étiquetage a bien sûr une efficacité relative, dans la mesure où différentes personnes attribueront des valeurs distinctes à une étiquette en fonction de leur schème moral et culturel et de leur expérience personnelle. Pour plusieurs, les étiquettes « féministe » ou « anarchiste » sont péjoratives et doivent être rejetées. Pour d'autres, elles sont positives et doivent être revendiquées avec fierté. C'est ce qui s'appelle l'antiparastase, une forme rhétorique qui consiste à assumer une position critiquée, et même à pousser plus loin encore sa logique. Lors de la Révolution française, Mirabeau¹⁵ suggérait déjà à ceux à qui on avait accolé une étiquette négative de « se [parer]

14. Institute for Propaganda Analysis, *op. cit.*, p. 218.

15. Mirabeau (1749-1791). Orateur talentueux, politicien influent et ambitieux, au positionnement parfois ambigu. Il meurt de maladie alors que la Révolution est encore jeune.

des injures de leurs ennemis ». Ainsi, ils « leur ôteront le pouvoir de les humilier, avec des expressions dont ils auront su s'honorer¹⁶ ». Il est donc courant en politique que des groupes reprennent à leur compte une étiquette infamante, comme Gouines rouges, un groupe de féministes radicales et lesbiennes au début des années 1970 en France. Une telle réappropriation de termes infamant permet de s'inscrire dans l'histoire d'un mouvement en lutte et d'affirmer publiquement une contestation de l'ordre social, et une dissidence face aux dominants. Une étiquette péjorative encouragera donc à se tenir à distance de l'individu stigmatisé, ou au contraire à se montrer solidaire en s'y associant.

CONSCIENCE HISTORIQUE

Par effet d'amnésie, il est aisé de croire que les actrices et acteurs politiques des siècles précédents n'avaient pas conscience du pouvoir des mots utilisés. Or la rhétorique est enseignée depuis des millénaires. Il s'agit d'un art qui permet de vaincre par le discours. En cela, la rhétorique est une technique que cultivent les plaideurs, qu'ils soient députés (au parlement), avocats (à la cour) ou pamphlétaires (dans la presse et les débats publics).

La lecture de documents du XVIII^e et du XIX^e siècle révèle que les acteurs politiques d'Amérique du Nord et d'Europe étaient tout à fait conscients qu'ils manipulaient le vocabulaire à des fins politiques. Ils étaient à tel

16. Mirabeau, « Premier discours sur la vérification des pouvoirs », dans François Furet et Ran Halévi (dir.), *op. cit.*, p. 643.

point conscients de l'importance politique des étiquettes qu'ils discutaient de cet enjeu de lutte. Si Maximilien Robespierre¹⁷ déclarait que « [l]es législateurs sages ne s'attachent pas aux mots, mais aux choses¹⁸ », il accuserait néanmoins Jacques Pierre Brissot¹⁹ et le marquis de Condorcet²⁰ de s'identifier à la « république » dans l'unique intention de donner l'apparence d'être du côté du « peuple ». Dans *Le défenseur de la constitution* (avril-mai 1792), Robespierre déclarait que le journal de Brissot, intitulé *Le Républicain*, « n'avait de populaire que le titre²¹ ». Quelques mois plus tôt, Brissot avait présenté un bien curieux concours lancé par *Le Patriote français*, dont le prix de 300 livres serait remis à quiconque pourrait prouver que le mot « républicain » signifie « citoyen libre ». Brissot précisait : « Pour éviter toute chicane, on avertit qu'on entend par *républicain*, un homme attaché aux droits de l'homme, base de la Constitution française, et à tout gouvernement qui par sa nature, ne tend pas à les anéan-

17. Maximilien Robespierre (1758-1794). Avocat, il devient l'un des plus influents révolutionnaires : membre du club des Jacobins, député et président de l'Assemblée nationale et membre du Comité de salut public qui instaure la Terreur. Lui-même pourchassé par le Comité de salut public, il est fait prisonnier puis exécuté.

18. *Réimpression de l'Ancien Moniteur (mai 1789-novembre 1799)*, vol. XVIII, Paris, Bureau central, 1841, p. 592.

19. Jacques Pierre Brissot (1754-1793). Politicien partisan de l'abolition de la traite des esclaves. Républicain modéré. Il meurt guillotiné.

20. Condorcet (1743-1793). Philosophe, mathématicien et politicien, associé à des projets de réforme humaniste en éducation et à la défense des droits politiques des esclaves et des femmes. Accusé de trahison, il fuit, est arrêté et meurt en prison.

21. Voir Jens A. Christophersen, *op. cit.*, p. 11-12.

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN JANVIER
2013 SUR LES PRESSES DES ATELIERS DE
L'IMPRIMERIE MARQUIS POUR LE COMPTE DE
LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR
DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte et la correction des épreuves
ont été réalisées par Thomas DÉRI et Annie PRONOVOST

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

Démocratie. Histoire politique d'un mot

Le mot « démocratie » est si populaire que toutes les forces politiques s'en réclament. Quelle surprise, alors, de constater que les « pères fondateurs » des « démocraties modernes » associaient cette idée au chaos, à la violence et à la tyrannie des pauvres ! Comment expliquer un tel revirement de sens ?

En plongeant dans les discours du passé aux États-Unis et en France, l'auteur dévoile une étonnante aventure politique, où s'affrontent des personnalités et des forces sociales qui cherchent à contrôler les institutions des régimes fondés à la fin du XVIII^e siècle. S'appuyant sur divers pamphlets, manifestes, déclarations publiques, articles de journaux et lettres personnelles, ce récit révèle une manipulation politique par les élites, qui ont petit à petit récupéré le terme « démocratie » afin de séduire les masses.

Deux siècles plus tard, alors que la planète entière semble penser que « démocratie » (le pouvoir du peuple) est synonyme de « régime électoral » (la délégation du pouvoir à un petit groupe de gouvernants), toute expérience d'un véritable pouvoir populaire (délibérations sur les affaires communes) se heurte toujours au mépris des élites.

Francis Dupuis-Déri est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Spécialiste des idées politiques et des mouvements sociaux, il est l'auteur de nombreux ouvrages.